

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1967)
Heft: 72

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J.A. Lausanne Domaine 72 public

Plus que jamais l'Europe!

M. Wilson a décidé de faire le saut. La Grande-Bretagne ne sera plus une île. Pour une fois les mots ne sont pas ampoulés : la décision est historique.

L'Association européenne de libre échange, à peine remise de la violation de contrat que fut l'augmentation unilatérale des taxes douanières par l'Angleterre, est à nouveau lâchée. Et cette fois la séparation de corps semble définitive. Pour deux raisons : parce que la France, même si elle ne veut pas faire de concessions, n'opposera pas son veto; (ce pronostic, nous l'avions risqué, il y a plusieurs mois déjà); et aussi parce que les membres de l'AELE n'ont pas imposé à la Grande-Bretagne les mêmes conditions qu'en 1961; elle peut négocier pour son compte, sans avoir à attendre ses autres associés; elle est simplement priée de ne pas les oublier. Personne d'ailleurs ne se fait d'illusions sur cette mémoire; les sept de l'AELE se disent pragmatistes; ils se doivent donc de ne pas rêver sur leur altruisme réciproque; de toute façon, ce n'est pas le genre anglais. Chacun espère simplement qu'en défendant ses propres intérêts, l'Angleterre obtiendra quelques concessions, dont les autres à leur tour pourront se prévaloir.

La diplomatie suisse joue la sérénité. Et pourtant que de signes d'énervement ! Maladresse, notre ardeur à nous distancer de l'Autriche, pour mieux faire l'éloge de la Suède, qui sait pourtant, elle, faire preuve de souplesse. Signe d'inquiétude que le voyage de M. Schaffner au Japon. Il a fait rire le Mikado, nous apprend la presse; c'est un succès. Dommage qu'on ne nous rapporte pas le mot; mais l'exportation de nos « witz » n'était pas le but du voyage; on comprend sans peine que le Japon, pays exportateur, membre de l'O.C.D.E. va être placé par le renforcement du Marché commun devant des problèmes semblables aux nôtres; comme les Etats-Unis; comme certains membres du Commonwealth. La Suisse cherche une solution de rechange de leur côté.

Inquiétude helvétique, que l'on dissimule, devant les difficultés du Kennedy round. La diplomatie suisse, fidèle à sa ligne libre-échangiste, en attendait le maximum; une fois de plus, elle risque d'être déçue. Enfin, la Suisse a réussi à accréditer l'opinion que, de tous les pays européens, elle est le pays tête

dure, la vieille garde, le réduit. Est-ce diplomatique ? Telle est notre sérénité.

Les choses étant ce qu'elles sont, nous n'avons, aujourd'hui, c'est évident, aucune décision spectaculaire à prendre. Et pourtant l'Europe doit devenir notre préoccupation majeure, de deux manières.

M. Schaffner, retour de Londres, a déclaré que le pays n'était pas pris au dépourvu. Le gouvernement, les industriels, l'administration, la nation entière suivent de près l'évolution de la situation. Nous serions prêts.

C'est inexact. Le débat national n'a pas encore eu lieu. Nous restons, à « Domaine public », persuadés que les dirigeants de l'économie suisse demeurent hostiles à l'Europe. Récemment encore M. Robert Junod, un des patrons de la chimie bâloise, faisait dans une conférence publique, prononcée à La Chaux-de-Fonds, une déclaration ouvertement anti-européenne. Nous savons que cette opinion n'engage pas que lui seul. Elle est représentative de la pensée du patronat bâlois. De formidables intérêts s'opposent à notre rapprochement avec l'Europe. Il est, certes, légitime que des responsables de notre économie disent non en fonction de leur situation propre. Mais cette opposition (à quelques exceptions près) ils ne l'ont pas encore justifiée publiquement. La discussion nationale est sous le boisseau. Peu nous chaut donc que l'administration demeure vigilante. Ce que nous demandons, c'est qu'on étale les cartes sur la table. Que veut la bourgeoisie d'affaires suisse, une des plus riches de l'Europe ? Quels sont ses intérêts ? Quand coïncident-ils avec ceux de la nation entière ?

Ensuite, nous devons dès maintenant nous préparer à choisir. La perspective de ce choix pourrait stimuler toute notre vie nationale; c'est l'antisclérosant dont nous avons besoin. L'aménagement du territoire, l'aide à l'agriculture, le financement des universités, de la recherche, la sécurité sociale, l'intégration des travailleurs étrangers, tout prendra une autre signification si nous sommes conscients que nous avons devant nous un délai court avant que nous répondions oui ou non.

Etre prêts, ce serait à la fois discuter sans arrière-pensée et agir. Tel n'est pas le cas.

Il ne faut pas confondre une conférence de presse de M. Schaffner avec un débat national.

Plus que jamais la Grèce!

Ce qui se passe en Grèce est grave. Non seulement parce que nous devons à nouveau entendre, dans un bruit de bottes, des vantardises sanguinaires (« nous fusillerons tous ceux qui inscriront sur les murs des slogans communistes »), mais parce que l'événement suscite des réactions internationales (et locales) qui nous révèlent qu'il suffit qu'éclate un putsch dans un seul pays pour que reviennent les réflexes les plus détestables.

Ainsi M. Marcel Regamey, dans le dernier numéro de « La Nation », se plaint de ce que la presse vaudoise a été incapable de donner des événements un commentaire objectif, révélant « combien elle est imprégnée du langage soviétique ». Mais lui-même que ne révèle-t-il pas ? Ce juriste par ailleurs si soucieux de la protection de la personne contre l'arbitraire étatique en vient à justifier le pire de tous : l'arbitraire policier et militaire, suspendant toutes les garanties légales du citoyen. Ce protestant pieux qui, dans la même page, reproche à un évêque sud-

américain d'utiliser un langage marxiste alors que les mêmes choses « peuvent être dites en un langage plus chrétien », bagatellise, chrétiennement, les camps d'internement grecs, qui sont sur les îles de beaux paradis concentrationnaires : « Le Parlement conduit périodiquement le pays au désordre. L'armée réagit alors et impose une dictature. On interne un nombre variable de politiciens et on reconstruit l'Etat, puis le gouvernement militaire s'affaiblit et le Parlement retrouve ses droits ».

Arbitraire policier et camps d'internement présentés sur un air de marionnettes, trois p'tit tours au pénitencier et puis s'en vont, sont justifiés au nom de quoi ? De l'anticommunisme devenu raison d'Etat, ce qui, en d'autres temps a servi, déjà.

Or l'analyse politique n'est même pas exacte. Bien sûr, on sait que l'instabilité politique grecque a toujours tenté les grandes et moyennes puissances (Allemagne jadis, Angleterre, France ou Russie), on sait de même que l'Union soviétique n'a jamais perdu de vue les occasions qui lui permettraient d'assurer ses débouchés sur la Méditerranée orientale, et n'est pas naïf pour autant qui ne récite pas cette vieille leçon.

Car la réalité aujourd'hui ne correspond pas à ce schéma figé. Il est évident que l'Union soviétique,

(Suite en page 4)

Bi-mensuel romand
N° 72 11 mai 1967 Quatrième année

Rédacteur responsable : André Gavillet
Le numéro : 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros :
Pour la Suisse : 12 francs
Pour l'étranger : 15 francs

Changement d'adresse : 50 centimes

Administration, rédaction :
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré :

Ruth Dreifuss
Jean-Claude Favez
André Gavillet
Jean-Jacques Leu
Jacques Morier-Genoud
Marx Lévy
Christian Ogay
C.-F. Pochon

Le N° 73 sortira de presse le jeudi 25 mai 1967

¹ On a vu des jeunesses libérales (associées aux Vigilants) protester à Genève contre l'émotion soulevée par l'instauration de la dictature en Grèce. Un comble, si les mots ont un sens. Que ces jeunes-là témoignent de leur inéducation politique, cela ne nous gêne pas; nous sommes pour la politisation de la jeunesse. Mais leurs aînés libéraux ne devraient pas oublier que la fessée publique fait aussi partie des moyens de politiser la jeunesse, du moins la jeunesse libérale et genevoise. Qu'attendent-ils pour retrousser leurs manches ?